Autres parties à la procédure: Commission européenne, Royaume de Danemark, TV2/Danmark A/S

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise à la Cour:

- annuler l'arrêt rendu dans l'affaire T-125/12, *Viasat Broadcasting UK Ltd/Commission européenne*;
- annuler la décision de la Commission 2011/839/UE ⁽¹⁾, du 20 avril 2011, relative aux mesures prises par l'État danois en faveur de de TV2/Danmark (JO L 340, p. 1);
- condamner la partie défenderesse en première instance aux dépens devant le Tribunal et devant la Cour, ou à titre subsidiaire,
- annuler l'arrêt attaqué;
- renvoyer l'affaire devant le Tribunal, et
- réserver les dépens devant le Tribunal et devant la Cour.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, *Viasat Broadcasting UK Ltd* soutient que le Tribunal a commis une erreur en droit en jugeant que, dans le cadre de son appréciation au titre de l'article 106, paragraphe 2, TFUE, la Commission n'était pas tenue de prendre en compte le fait que l'aide octroyée à TV2 lui a été accordée sans que les principes fondamentaux de transparence et d'efficacité au regard des coûts n'aient été respectés.

Plus précisément, *Viasat Broadcasting UK Ltd* fait valoir que le Tribunal a commis une erreur en droit i) en s'appuyant sur l'arrêt M6/Commission (T-568/08 et T-573/08, EU:T:2010:272) et la jurisprudence liée pour rejeter ses conclusions, ii) en jugeant que sa thèse conduit à une «impasse logique», iii) en niant l'importance, d'une part, de la communication de la Commission intitulée «Encadrement communautaire des aides sous forme de compensations de service public» de 2005 (JO C 297, p. 4) et de la communication de la Commission relative à l'encadrement de l'Union européenne applicable aux aides d'État sous forme de compensations de service public de 2011 (JO 2012, C 8, p. 15) et, d'autre part, de la communication concernant l'application aux services publics de radiodiffusion des règles relatives aux aides d'État de 2009 (JO C 257, p. 1) et iv) en jugeant que la communication de la Commission concernant l'application aux services publics de radiodiffusion des règles relatives aux aides d'État de 2001 (JO C 320, p. 5) empêchait la Commission d'appliquer la méthode qui, selon elle, découle de l'article 106, paragraphe 2, TFUE.

⁽¹⁾ Décision de la Commission 2011/839/UE, du 20 avril 2011, concernant les mesures prises par le Danemark (C 2/03) à l'égard de TV2/Danmark (JO L 340, p. 1).

Recours introduit le 14 décembre 2015 — Commission européenne/République portugaise

(Affaire C-665/15)

(2016/C 059/10)

Langue de procédure: le portugais

Parties

Partie requérante: Commission européenne (représentants: P. Guerra e Andrade et J. Hottiaux, agents)

Partie défenderesse: République portugaise

Conclusions

- déclarer que, en ne se reliant pas au réseau des permis de conduire de l'Union européenne, la République portugaise a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 5, sous d), de la directive 2006/126/CE ⁽¹⁾.

— condamner la République portugaise aux dépens.

Moyens et principaux arguments

Il découle de la directive 2006/126 et de la jurisprudence qu'il incombe à l'État membre émetteur du permis de conduire de vérifier si les exigences minimales prévues pour l'émission du permis de conduire sont remplies.

Or, si l'État portugais n'est pas relié au réseau des permis de conduire de l'Union européenne (RESPER), il ne peut pas vérifier si les exigences minimales requises pour l'émission d'un permis de conduire sont remplies. Il ne peut notamment pas vérifier si le candidat est déjà titulaire d'un autre permis de conduire dans un autre État membre.

D'autre part, dès lors qu'il n'est pas relié au RESPER, l'État portugais empêche les autres États membres de vérifier, avec lui, si les exigences minimales requises pour l'émission d'un permis de conduire sont remplies.

En outre, les autres États membres ne peuvent effectuer aucun contrôle, avec le Portugal, concernant les situations dans lesquelles les exigences minimales requises pour l'émission d'un permis de conduire n'étaient manifestement pas remplies.

Ainsi, en n'étant pas relié au RESPER, le Portugal remet en cause l'objectif essentiel du devoir de se relier au réseau et de la directive 2006/126 elle-même, qui est d'améliorer la sécurité routière en facilitant la libre circulation des personnes.

L'article 7, paragraphe 5, sous d), de la directive établit clairement que les États membres doivent utiliser le réseau des permis de conduire de l'Union européenne, notamment pour effectuer les contrôles et pour empêcher qu'une personne ne soit titulaire de plusieurs permis de conduire.

L'article 16, paragraphe 2, de la directive établit que les États membres avaient jusqu'au 19 janvier 2013 pour mettre en œuvre l'article 7, paragraphe 5, de la directive.

(¹) Directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil relative au permis de conduire (refonte) — JO L 403, p. 18.